



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Vendredi 22 mars 2024

Gaza .....	2
La Finlande décide de continuer de soutenir l'UNRWA – les fonds sont destinés à prévenir les abus .....	2
Changements dans l'attitude de la Finlande face à l'action militaire d'Israël .....	2
Politique européenne .....	3
Conseil européen .....	3
Les initiatives finlandaises ont progressé .....	3
Règlement sur la restauration de la nature .....	4
Ukraine .....	4
La Finlande participe à l'initiative tchèque sur les munitions à hauteur de 30 millions d'euros .....	4
Rapport sur les Ukrainiens venus en Finlande .....	4
Parlement .....	5
Rejet de la motion de censure .....	5
Gouvernement .....	5
Rallonge budgétaire .....	5
Frontière orientale .....	5
Le gouvernement propose un financement supplémentaire pour la sécurité des frontières .....	5
Il n'existe aucune information certaine selon laquelle un grand nombre de demandeurs d'asile arriveraient à la frontière orientale .....	6
Quels sont les scénarios contenus dans le projet de loi? .....	7
Editorial : "Le gouvernement tente de résoudre un problème diabolique à la frontière" HS .....	8
Editorial : « Une loi sur les frontières qui va à l'encontre de la loi pourrait avoir des conséquences illimitées » HBL .....	9
Editorial : « Il n'existe pas de moyen doux, rapide et efficace, pour lutter contre l'entrée instrumentalisée dans le pays, il est donc nécessaire de se préparer à des mesures radicales » Kaleva .....	9
Commentaire .....	10
"Le gouvernement se prépare à faire face au chaos" IS .....	10
Conflit social .....	11
Paperillitto verse 100 euros par jour à ses membres qui ne sont plus payés .....	11
Les usines de Metsä Group arrêtent leur production en raison des grèves .....	11
Eglise luthérienne .....	11
Les conservateurs au sein de l'église s'opposent à la proposition des évêques sur le mariage .....	11
Education – Bilinguisme .....	11
Sport .....	12
HIFK champion de Finlande en hockey sur glace .....	12

## **Gaza**

### ***La Finlande décide de continuer de soutenir l'UNRWA – les fonds sont destinés à prévenir les abus***

Communiqué du ministère des Affaires étrangères  
22.3.2024 9.04

Le soutien de la Finlande à l'UNRWA s'élève à cinq millions d'euros par an. La Finlande va commencer à utiliser 10% de cette aide pour renforcer les mesures de contrôle de l'organisation. La Finlande a suspendu en janvier le versement de cinq millions d'euros de soutien annuel à l'organisation de réfugiés palestiniens UNRWA en raison de liens présumés avec l'organisation terroriste Hamas. En février, la Finlande a accordé une aide équivalente de cinq millions d'euros par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et du Programme alimentaire mondial (PAM). La Finlande a également soutenu l'allègement du sort des civils à Gaza à la fin de l'année dernière à hauteur de quatre millions d'euros.

La Finlande a reçu des informations de deux rapports différents de l'ONU concernant la situation de l'UNRWA. En outre, le ministère des Affaires étrangères lui-même a commandé un rapport distinct, qui a été rendu récemment. Sur la base des informations reçues, des carences évidentes ont été constatées dans la gestion des risques de l'UNRWA, liées, par exemple, à l'utilisation des fonds et des installations.

Les soupçons de soutien au terrorisme sont sérieux. Les conclusions de l'enquête ont été discutées avec l'UNRWA, mais il manque encore le rapport final sur les liens présumés avec le terrorisme du Hamas.

L'UNRWA a donné à la Finlande l'assurance bilatérale que les abus seront combattus plus efficacement. L'UNRWA a également donné des garanties similaires, par exemple à la Commission européenne et à la Suède.

"Améliorer la gestion des risques de l'UNRWA, c'est-à-dire mettre en place une prévention des abus et un contrôle précis, nous donne à ce stade des garanties suffisantes du point de vue de la gestion des risques pour que l'aide [de la Finlande] puisse être poursuivie. C'est pourquoi nous allons avancer dans le paiement de notre aide à l'UNRWA pour cette année", a déclaré le ministre du Commerce extérieur et du Développement, Ville Tavio.

"Nous consacrerons 10% de cette aide, soit 500 000 euros, à la gestion des risques. Cela veut dire que cet argent est utilisé pour surveiller la mise en œuvre des politiques visant à éviter les abus. À l'avenir, nous exigeons également que l'UNRWA tienne des discussions bilatérales annuelles avec la Finlande sur la manière dont se déroulera l'amélioration de la gestion des risques », a déclaré Tavio.

La Finlande continue de suivre de près les enquêtes liées à l'UNRWA, en coopération avec d'autres pays.

"J'attends surtout le rapport final de l'unité d'audit interne de l'ONU, OIOS. Il est de la plus haute importance pour la Finlande de veiller à ce que notre argent ne profite pas au terrorisme. Cependant, l'enquête prendra du temps et l'UNRWA ne peut pas être remplacé en tant qu'acteur humanitaire à Gaza à court terme", a déclaré Tavio.

Vn

### ***Changements dans l'attitude de la Finlande face à l'action militaire d'Israël***

Lorsque le conflit de Gaza a commencé, le monde entier a sympathisé avec Israël. Depuis, Israël attaque Gaza depuis des mois sans se soucier du nombre de victimes civiles. Jusqu'à présent, des dizaines de milliers de personnes ont été tuées dans les attaques israéliennes et l'accès humanitaire à la région est insuffisant. Au fil des mois, l'attitude du monde vers l'Israël et de ses actions militaires a changé ; il en va de même pour la Finlande. On peut en juger par le soutien à l'UNRWA, le commerce des armes avec Israël et le soutien au cessez-le-feu.

### **Financement de l'UNRWA**

En janvier, Israël a affirmé que des travailleurs de l'UNRWA, l'agence des Nations unies ONU qui fournit une aide humanitaire à la bande de Gaza, étaient impliqués dans les attaques d'octobre.

Toutefois, aucune preuve n'a été apportée à l'appui de ces affirmations. Malgré cela, plusieurs pays, dont la Finlande, ont cessé de financer l'organisation.

L'UNRWA est la seule agence d'aide internationale qui a été en mesure de fournir de l'aide à Gaza. Alors qu'une catastrophe humanitaire de grande ampleur se déroule dans la région, le retrait du financement de l'agence d'aide divise l'opinion.

Le ministre finlandais du commerce extérieur et du développement, Ville Tavio (Vrais Finlandais), avait justifié la décision de la Finlande de cesser son aide précisément en raison de soupçons de terrorisme.

#### **Tensions sur le commerce des armes**

Le soutien aux actions d'Israël à Gaza se manifeste également par le biais des ventes d'armes. Fin février, des experts de l'ONU ont appelé tous les États à suspendre vers Israël les exportations d'armes et de munitions utilisées à Gaza. Le commerce d'armes entre la Finlande et Israël s'est toutefois poursuivi. En novembre dernier, la Finlande a acheté à Israël le système de défense aérienne *David's Sling*.

#### **Demande de cessez-le-feu**

L'un après l'autre, les dirigeants de différents pays ont appelé à un cessez-le-feu à Gaza.

Les votes sur le cessez-le-feu sont une question sur laquelle la Finlande a changé de position pendant la guerre. Pas plus tard qu'en octobre, la Finlande s'est abstenue de voter en faveur d'un cessez-le-feu à l'Assemblée générale des Nations unies. À l'époque, 120 pays avaient voté en faveur du cessez-le-feu et 45 s'étaient abstenus. Lors de l'Assemblée générale des Nations unies en décembre, une résolution sur la même question a été adoptée par une majorité de 153 pays. La Finlande a également voté en faveur de cette résolution.

HS/A20

## **Politique européenne**

### **Conseil européen**

#### **Les initiatives finlandaises ont progressé**

Les dirigeants des pays de l'UE réunis à Bruxelles jeudi 21 mars ont manifesté un ferme soutien à l'Ukraine et ont promu la préparation et la capacité de défense de l'Europe.

Le Conseil européen a appelé la Banque européenne d'investissement (BEI) à accroître son financement en faveur de l'industrie européenne de la défense. Avant le Conseil européen, la Finlande avait lancé une initiative en ce sens avec le soutien de 13 autres États membres.

Une autre initiative finlandaise, visant à porter le modèle finlandais de sécurité totale au niveau européen, a également progressé au Conseil européen. Les dirigeants des pays de l'UE ont exhorté la Commission et le haut représentant à proposer une stratégie de préparation aux crises qui renforcerait la préparation et la gestion des crises au niveau de l'UE. Il s'agirait d'une approche globale pour l'ensemble de la société et prendrait en compte toutes les menaces. C'est dans ce contexte que, à la veille du Conseil européen, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a invité le président Sauli Niinistö à préparer un rapport sur les moyens d'améliorer la résistance aux crises des sociétés européennes.

"L'amélioration de la sécurité globale de l'Europe est l'un des objectifs clés de la politique européenne du gouvernement finlandais pour le prochain programme stratégique de l'UE pour les années 2024 à 2029. Je suis très satisfait de la façon dont cette question a progressé lors de cette réunion du Conseil européen", a déclaré le Premier ministre Petteri Orpo.

Le Conseil européen a réitéré son ferme soutien à l'Ukraine.

Les dirigeants des pays de l'UE ont également rencontré le secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Entre autres, la situation humanitaire à Gaza a été évoquée. Le Conseil européen exige un cessez-le-feu, la libération des otages et l'acheminement de l'aide humanitaire.

Le Conseil européen a également décidé d'entamer des négociations d'adhésion avec la Bosnie-Herzégovine sur la base de la recommandation de la Commission.

La réunion du Conseil européen se poursuit vendredi.

Vn

### ***Règlement sur la restauration de la nature***

Le ministre de l'Environnement et de l'Énergie Kai Mykkänen a déclaré lors de l'heure des questions orales au Parlement que la Finlande voterait contre le règlement sur la restauration de la nature.

Selon le ministre, le règlement serait trop démesuré pour la Finlande du fait que des obligations et des coûts la toucheraient beaucoup en raison de l'étendue proportionnellement importante de ses forêts, ses lacs et fleuves.

HS/A12, Uusi Suomi

## ***Ukraine***

### ***La Finlande participe à l'initiative tchèque sur les munitions à hauteur de 30 millions d'euros***

Dans la première rallonge budgétaire du gouvernement pour 2024, un financement supplémentaire de 30 millions d'euros est alloué au ministère de la Défense pour que la Finlande participe à l'initiative de la République tchèque en février 2024 d'achat conjoint visant à fournir des munitions à l'Ukraine.

”Outre les programmes de soutien matériel, la Finlande aide également l'Ukraine en utilisant d'autres formes d'aide. L'achat conjoint de munitions coordonné par la République tchèque constitue une aide très importante dans la lutte contre la grave pénurie de munitions en Ukraine”, a déclaré le ministre de la Défense Antti Häkkinen.

Vn

### ***Rapport sur les Ukrainiens venus en Finlande***

Selon une enquête réalisée pour le compte du ministère de l'Intérieur par Arseniy Svyrenko et Anastasia Koptsyukh (chercheurs d'origine ukrainienne), les Ukrainiens arrivés en Finlande en tant que réfugiés après février 2022 sont satisfaits de leur vie en Finlande et sont plus intéressés qu'avant à rester dans le pays.

Le but de l'enquête était de connaître les projets et les espoirs des réfugiés ukrainiens en Finlande en ce qui concerne leur séjour dans le pays, leur demande d'enregistrement dans une municipalité de résidence et leur éventuel retour en Ukraine. L'enquête faisait suite à une étude similaire réalisée à l'été 2022.

Parmi les 1300 Ukrainiens ayant répondu à l'enquête en ligne, 53 % s'étaient enregistrés dans une commune de résidence en Finlande et 28 % prévoyaient de le faire dans un avenir proche. En vertu de la loi finlandaise, une personne peut demander à être enregistrée dans une municipalité de résidence après avoir vécu en Finlande pendant un an. Les Ukrainiens bénéficiant d'une protection temporaire sont couverts par les services d'accueil jusqu'à ce qu'ils aient une municipalité de résidence.

Les réponses à l'enquête révèlent que l'incertitude quant à la possibilité de rester en Finlande à l'avenir suscite des inquiétudes parmi les personnes interrogées, ce qui se reflète également dans le désir des personnes de demander à être enregistré dans une municipalité et de s'intégrer en Finlande. Plusieurs ont également mentionné leur inquiétude quant à la continuité des services de santé et des services sociaux lorsqu'ils passent d'un centre d'accueil à une municipalité.

Presque tous les Ukrainiens qui ont répondu à l'enquête se sont déclarés très satisfaits ou satisfaits de leur vie en Finlande. Par rapport à l'enquête précédente, une proportion encore plus élevée (51 %) considère qu'ils pourraient rester en Finlande même si un retour en Ukraine devenait possible. La prolongation de la guerre augmente le désir de rester en Finlande en raison de la situation des enfants, de l'emploi ou des études en Finlande.

L'enquête a révélé que la communication sur la manière de devenir résident d'une municipalité et sur les services fournis par les autorités finlandaises en général a été bonne. La grande majorité des personnes interrogées ont déclaré utiliser les informations fournies par le centre d'accueil et les canaux de communication des autorités, notamment les sites Internet et les réseaux sociaux, comme principales sources d'information.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/selvitys-suomeen-paenneiden-ukrainalaisten-tilanteesta-julkaistu?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/selvitys-suomeen-paenneiden-ukrainalaisten-tilanteesta-julkaistu?languageld=en_US)

## **Parlement**

### **Rejet de la motion de censure**

Comme prévu, le gouvernement a obtenu la confiance du Parlement mercredi par 94 voix contre 82. 23 députés étaient absents.

Dans la motion de censure, le Centre et Liike Nyt ont accusé le gouvernement de pratiquer une politique « discriminatoire au niveau régional » en défaveur notamment des régions de l'est et du Nord.

Depuis les années 1950, aucun gouvernement n'est tombé sur une motion de censure.

HS

## **Gouvernement**

### **Rallonge budgétaire**

Les besoins d'emprunt augmenteront de près de 1,5 milliard d'euros

Le gouvernement de Petteri Orpo (kok) a présenté hier jeudi au Parlement son premier projet de rallonge budgétaire.

Le projet de budget supplémentaire propose, entre autres, d'accélérer la construction de la barrière frontalière orientale, des mesures ciblées pour améliorer la situation dans le secteur de la construction et un soutien supplémentaire à l'Ukraine.

Afin d'accélérer la construction de la barrière à la frontière orientale, il est proposé d'avancer de 2025 à 2024 le versement de 74 millions d'euros. Selon le gouvernement, cette avance ne modifie pas le besoin de financement total du projet.

En raison de la faiblesse de la situation économique dans la construction de logements, il est proposé d'augmenter le niveau d'approbation des prêts bonifiés de 750 millions d'euros à 2,25 milliards d'euros afin de faciliter la construction de logements sociaux.

Le projet propose réduire dans le budget les recettes fiscales estimées de 1,4 milliard d'euros. Ceci est basé sur les prévisions du ministère des Finances publiées en décembre.

Ensemble, ces éléments augmentent le besoin de financement net du gouvernement de près de 1,5 milliard d'euros. L'endettement net du gouvernement est désormais estimé à environ 12,9 milliards d'euros cette année.

Lorsque le Parlement a approuvé le budget de l'État à la fin de l'année dernière, le déficit budgétaire de l'État était estimé cette année à environ 11,4 milliards d'euros.

L'évolution de l'ensemble des finances publiques constitue cette année un problème très important à bien des égards.

Beaucoup de choses affectent l'évolution du déficit.

Les perspectives de déficit des finances publiques dépendent, entre autres, de la manière dont sont mises à jour les estimations de la situation financière de l'État, des communes, des régions de santé et des caisses de sécurité sociale et, d'autre part, de la manière dont la croissance de l'économie nationale dans les prévisions du ministère des Finances sont mises à jour.

À cela s'ajoutent les décisions et les politiques que le gouvernement prend dans la précipitation.

KL

## **Frontière orientale**

### **Le gouvernement propose un financement supplémentaire pour la sécurité des frontières**

Dans la première rallonge budgétaire pour 2024 remise hier au Parlement, le gouvernement propose plus de 91 millions d'euros de financement supplémentaire pour le ministère de l'Intérieur.

Sur cette somme, 86 millions d'euros seront alloués aux gardes-frontières, 2 millions d'euros au service finlandais de sécurité et de renseignement et 3 millions d'euros au développement du système de commandement des autorités de sécurité sur le terrain (KEJO).

Les mesures visant à renforcer le contrôle aux frontières prises suite à la fermeture des points de passage frontaliers et à la centralisation du dépôt des demandes de protection internationale ont entraîné et continuent d'entraîner des coûts supplémentaires pour les gardes-frontières. Une somme de 12 millions d'euros est proposée pour les garde-frontières afin de couvrir les coûts supplémentaires liés à la gestion de la migration instrumentalisée.

Le gouvernement propose que 74 millions d'euros soient alloués aux gardes-frontières pour la construction de la clôture à la frontière orientale selon un calendrier accéléré. À cette fin, on utilisera donc dès cette année 2024 les crédits prévus pour la construction de la clôture à la frontière orientale en 2025.

Une augmentation de 2 millions d'euros est proposée pour garantir le niveau opérationnel du service finlandais de sécurité et de renseignement (SUPO). Une augmentation de 3 millions d'euros est proposée pour un projet visant à développer davantage le système de commandement des autorités de sécurité sur le terrain (KEJO) concernant la police, les services de secours, les services de santé et sociaux, les gardes-frontières, les forces de défense et les douanes.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/lisatalousarviosta-lisarahoitustarajaturvallisuuteen?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/lisatalousarviosta-lisarahoitustarajaturvallisuuteen?languageld=en_US)

### ***Il n'existe aucune information certaine selon laquelle un grand nombre de demandeurs d'asile arriveraient à la frontière orientale***

Selon le général Matti Sarasmaa, chef du département des frontières au ministère de l'Intérieur, il n'existe actuellement aucune information certaine selon laquelle un grand nombre de personnes viendraient de la frontière orientale si la frontière était rouverte.

"Il existe un risque que ce phénomène [une ruée massive de demandeurs d'asile à la frontière orientale de la Finlande] se déclenche si les points de passage sont rouverts. Cependant, nous ne disposons d'aucune information indiquant qu'une forte pression va nous submerger dans un avenir proche", déclare Sarasmaa.

Selon lui, la situation pourrait changer à l'approche de l'été.

Les déclarations de Sarasmaa sont importantes, car il est le chef du département des frontières et de la mer du ministère de l'Intérieur et une personne clé lorsque le gouvernement prépare des mesures et des projets juridiques concernant la sécurité de la frontière orientale.

Le gouvernement a justifié la nécessité d'une loi d'exception par le fait que la Finlande est la cible de l'influence hybride de la Russie et d'une « immigration instrumentalisée », ce qui menace la sécurité de la Finlande.

Pour Sarasmaa, c'est bien sûr possible, mais ce n'est pas nécessairement la seule explication. "Il existe également, pour ainsi dire, un risque de propagation de cette situation en raison de causes naturelles. Tout simplement parce que des gens veulent traverser la frontière. Ce phénomène a deux aspects possibles", admet-il.

Les motivations du projet de loi admettent qu'il est en conflit avec la Constitution et les accords internationaux. L'adoption de la loi au Parlement est incertaine.

La situation est-elle si grave que la Finlande doit préparer une loi d'exception ?

"Il est bon de se demander si le nombre de demandeurs d'asile arrivés en Finlande par la frontière orientale constitue une menace pour la sécurité et la souveraineté nationales, comme le dit le projet de loi. Il s'agit maintenant de trouver des moyens de se préparer à une situation qui va durer longtemps et s'aggraver, notamment à la frontière terrestre", répond Sarasmaa.

Les décisions aux frontières reposent en grande partie sur le renseignement. Cependant, les hommes politiques qui prennent les décisions ne reçoivent qu'un résumé des informations recueillies par les services de renseignement. Ils ne reçoivent aucune information sur qui a acquis quelles informations et à partir de quelles sources.

"Cependant, nous pouvons voir quelle est la situation actuellement. Depuis décembre, aucun demandeur d'asile ne s'est présenté aux postes frontières. La situation est stable. Attendons de voir. »

Sarasmaa dit qu'il est difficile de prévoir comment se comporte la Russie.

"On ne sait même pas s'ils ont une stratégie. Il est vraiment difficile pour nous d'anticiper et de réfléchir à ce qui se cache derrière tout cela dès lors qu'il n'y a pas de communication."

L'évaluation de la stratégie russe est rendue difficile par le fait que la Russie semble avoir accepté les mesures frontalières de la Finlande. En effet, depuis que la Finlande a complètement fermé la frontière, aucun Russe n'est venu aux postes frontières finlandais.

Sarasmaa dit que dans l'accord frontalier entre la Russie et la Finlande, les deux parties sont obligées d'empêcher les activités illégales à la frontière.

"Et c'est ainsi que fonctionnent les Russes en ce moment. Nous n'avons aucune preuve et nous ne voulons pas montrer du doigt que les services frontaliers russes faciliteraient d'une manière ou d'une autre [l'arrivée des demandeurs d'asile en Finlande]. Notre constat est qu'ils surveillent toujours la frontière terrestre. »

Sarasmaa estime que la Russie a interprété que la Finlande a agi conformément à l'accord commun lorsqu'elle a annoncé la fermeture des frontières par la voie diplomatique.

"Il n'y a donc eu aucune violation de l'accord entre les deux pays", affirme-t-il. "Ils considèrent que selon la législation russe, il est légitime de quitter le pays. Ils considèrent également que la Finlande a le droit de fermer ses postes frontières. Il n'y a eu aucune réclamation de la part de la Russie à ce sujet."

En Pologne, par exemple, l'influence hybride n'a pas cessé avec la fermeture des frontières. A la frontière finlandaise, la venue de demandeurs d'asile en provenance de Russie s'est arrêtée plus ou moins complètement lorsque la Finlande a fermé ses postes frontières.

Pourquoi la Russie agit-elle ainsi si elle veut déstabiliser la Finlande ?

"C'est vraiment la grande question. Nous n'arrivons pas à comprendre cela. Les relations entre gardes-frontières n'ont pas permis de découvrir de quoi il s'agit. Et nous ne disposons d'aucune information sur les moyens ou les mesures qui pourraient permettre de lutter contre ce phénomène. Nous n'avons pas non plus les relations de négociation politique que nous avons dans le passé. »

Sarasmaa affirme que les administrations n'ont pas été en mesure de s'attaquer aux véritables causes et de rechercher une solution par la négociation.

"Cette situation est restée en suspens. Nous nous trouvons désormais dans une situation où la frontière est fermée depuis plusieurs mois et la situation est tranquille. »

Il dit qu'il faut évaluer maintenant si la situation va rester ainsi, si la frontière doit être rouverte et quelles seront les conséquences possibles si les postes frontières restent fermés. "Car les gens ont besoin de voyager."

Le projet de loi, actuellement en cours d'examen, ne précise pas comment on agira concrètement à la frontière si la loi d'exception permettait de refouler les demandeurs d'asile arrivés en Finlande.

"Si le projet du gouvernement est adopté par le Parlement, nous l'analyserons. Ce n'est qu'après cela que des instructions très précises seront données [aux gardes-frontières] pour différentes situations. Et il est difficile de savoir sous quelle forme définitive le projet de loi pourrait être adopté."

Le système de contrôle des frontières finlandais tiendrait-il le coup si les demandeurs d'asile venant de Russie étaient autorisés à entrer dans le pays ?

"Notre système peut résister à l'arrivée de plusieurs milliers de personnes", affirme Sarasmaa.

HS

### ***Quels sont les scénarios contenus dans le projet de loi?***

De l'avis du gouvernement, un pays étranger pourrait tenter de transformer la frontière orientale en une sorte de zone, ce qui pourrait être un moyen de préparer le recours à la force armée. C'est le scénario du pire contenu dans le projet de loi.

Le projet décrit en effet ce que la Russie pourrait faire si la frontière orientale était ouverte.

Helsingin Sanomat a listé les scénarios évoqués par le gouvernement et qui reposent en partie sur des informations secrètes.

#### **1. La pression peut durer longtemps**

La pression russe sur la frontière orientale pourrait se poursuivre pendant longtemps et prendre "des formes plus larges et plus graves qu'auparavant", estime le gouvernement en premier lieu.

Selon le projet de loi, il existe « très probablement un nombre important » de personnes aspirant à venir en Finlande qui ont passé tout l'hiver près de la frontière orientale. On craint que le nombre de personnes traversant la frontière terrestre augmente à mesure que le printemps avance. Le risque d'une escalade de la situation est donc élevé.

#### 2. Des milliers de demandeurs d'asile pourraient arriver chaque semaine

"Des dizaines, voire des centaines de migrants par jour peuvent être autorisés, guidés et forcés à y entrer". Selon le projet, la situation évoluerait de manière incontrôlable. "Il y aurait du désordre aux postes frontières. Ceux qui aspirent au pays pourraient avoir des outils et des intentions de nuire aux autorités. La frustration et les mouvements provoqueraient des situations violentes. »

#### 3. Des situations dangereuses à la frontière

Le gouvernement prévoit également des passages illégaux à la frontière terrestre, mais la situation pourrait également s'étendre à la zone maritime. Tous ceux qui arrivaient en Finlande ne seraient pas détectés et arrêtés dans la zone frontalière.

"Les tensions liées à ces situations pourraient augmenter, et elles pourraient devenir encore plus dangereuses et violentes." Les franchissements violents des barrières frontalières conduiraient à des situations dans lesquelles il y aurait des blessés parmi les immigrants et les autorités.

#### 4. La venue de personnes potentiellement dangereuses

Le gouvernement voit également que les personnes venant dans le pays constituent une menace pour l'ordre public et la sécurité. "Des personnes ayant commis des crimes violents ou des crimes de guerre, des soldats entraînés, éventuellement des personnes radicalisées ou des personnes très difficiles en termes d'ordre social. Une situation instable permettrait également l'infiltration de personnes mettant gravement en danger la sécurité nationale, comme par exemple des personnes exerçant de l'influence ou des renseignements pour le compte d'un Etat étranger."

#### 5. Un risque d'affrontement croissant

Selon le gouvernement, si le phénomène se poursuit, il pourrait également accroître « les expressions d'opinions, de la polarisation entre la population locale et les minorités, et dans la société en général » si les migrants restent dans le pays.

"Les défis croissants du système d'asile, les troubles à l'ordre public, les risques pour la sécurité nationale et pour le sentiment de sécurité des citoyens seraient sans précédent et imprévisibles." Selon le projet, l'enregistrement des immigrants serait ralenti, l'augmentation de la capacité d'accueil ne suffirait pas et les personnes seraient placées dans des hébergements d'urgence municipaux. Certains pourraient disparaître dans la nature. Certains pourraient continuer vers d'autres pays Schengen.

#### 6. La formation d'une « zone de crise » et la menace militaire

Selon le gouvernement, la situation serait particulièrement difficile si, en plus du fait de pousser en Finlande des demandeurs d'asile, il y avait une menace militaire croissante ou une autre influence sérieuse sur la Finlande. Selon le projet, la Russie pourrait avoir des objectifs à plus long terme.

"La frontière orientale de la Finlande peut être utilisée par un État étranger pour former une zone de crise, où se crée une situation qui sert cet État étranger et ses objectifs à l'encontre des intérêts de la Finlande."

Selon l'évaluation, l'influence hybride peut même être "un moyen de préparer l'environnement opérationnel à des formes d'influence suivantes, plus graves, allant jusqu'au recours à la force armée".

HS

### ***Editorial : "Le gouvernement tente de résoudre un problème diabolique à la frontière" HS***

La Russie a commencé à pousser des demandeurs d'asile vers la frontière orientale de la Finlande l'année dernière. Une telle immigration dite instrumentalisée est un moyen facile pour un pays autocratique de saper la paix sociale dans un État démocratique respectueux du droit international et sa paix sociale, et la Russie n'a même pas caché ses intentions. Elle souhaite délibérément plonger la Finlande dans une situation éthique, politique et juridique intenable.



Le gouvernement a réagi en fermant les points de passage frontaliers au trafic de passagers à la frontière orientale. Mais on peut donc s'attendre à ce qu'à mesure que le printemps avance, les personnes poussées par la Russie commencent à franchir la frontière terrestre, même si les postes frontaliers restent fermés. Le gouvernement affirme que des milliers de personnes pourraient arriver chaque semaine.

Le gouvernement veut répondre à la situation par une loi d'exception. Le projet de loi admet que la loi proposée serait en conflit avec les droits fondamentaux et les droits de l'homme ainsi qu'avec les engagements internationaux de la Finlande. Selon des experts, ces contradictions sont encore plus grandes que ne le laisse entendre le projet de loi, car le gouvernement ne dit pas directement que sa proposition touche au noyau dur de la réforme constitutionnelle des années 1990.

Toutefois, selon le gouvernement, la sécurité nationale de la Finlande doit être une priorité.

Les actions et les aspirations de la Russie sont incontestables. Aux frontières de la Pologne et de la Lituanie, nous avons vu jusqu'où la Russie est prête à aller. Le pire pourrait donc se produire en Finlande.

Il est également vrai que les accords internationaux ne prennent pas en compte de telles situations. C'est largement reconnu, mais en même temps, on sait que négocier de nouveaux accords serait presque impossible.

La violation d'une convention internationale des droits de l'homme entraîne une atteinte à la réputation, et toute violation délibérée affaiblit l'efficacité de l'ensemble du système fondé sur des traités. En fin de compte, il appartient aux dirigeants d'évaluer l'ampleur des dommages causés à la réputation et les effets de l'affaiblissement du système fondé sur des règles, traditionnellement important pour la Finlande.

Cependant, la Finlande ne s'est pas engagée en faveur des droits de l'homme dans la Constitution uniquement pour plaire aux autres, mais parce qu'il s'agit de valeurs fondamentales pour nous. Il est difficile de s'en écarter. C'est une chose douloureuse qui ne peut être justifiée que par la nécessité de combattre un mal encore plus grand. C'est cela qu'il faut évaluer maintenant.

Le gouvernement est sous pression pour agir. Les principaux partis au pouvoir ne veulent pas d'une situation où les migrants traversent en masse la frontière terrestre et où on n'a tenté de s'y opposer par aucune mesure législative. Même les plus grands partis d'opposition ont du mal à repousser une telle loi très facilement, car personne ne veut être blâmé si la situation à la frontière s'aggrave.

Aujourd'hui, en Finlande, on se torture les esprits sur l'adoption d'une telle loi, même si aucune loi ne permet de transporter des gens en Russie. Le caractère diabolique des opérations hybrides réside précisément dans le fait qu'il n'existe pas de contre-mesures faciles.

HS

***Editorial : « Une loi sur les frontières qui va à l'encontre de la loi pourrait avoir des conséquences illimitées » HBL***

L'éditorialiste de Hufvudstadsbladet constate que la Finlande est un état de droit et souligne l'importance qu'elle le reste. Pour lui, il est dangereux d'étendre les limites du principe de l'état de droit.

L'éditorialiste estime que si la situation est aujourd'hui différente par rapport à l'époque où les accords concernant les demandeurs d'asile ont été créés, cela ne donne aucun droit de violer les règles en vigueur. La législation peut être vieillie, mais cela ne justifie pas de l'ignorer.

L'auteur regrette le court délai pour commenter le projet du gouvernement, seulement dix jours.

HBL/26

***Editorial : « Il n'existe pas de moyen doux, rapide et efficace, pour lutter contre l'entrée instrumentalisée dans le pays, il est donc nécessaire de se préparer à des mesures radicales » Kaleva***

La fonte des neiges a rarement une signification politique. Maintenant oui. Le gouvernement Orpo veut faire adopter une loi pour lutter contre l'immigration instrumentalisée. Il est prévu qu'elle entre en vigueur avant que la neige fonde à la frontière orientale.

Il serait illusoire de supposer que la Russie ne recourra pas à une tentative d'intimidation facile à mettre en œuvre à l'encontre de la Finlande « hostile ».

Les scénarios de menace sont si forts qu'il semble nécessaire d'adopter une telle loi malgré tous les problèmes qu'elle contient et engendre. Il ne semble pas exister d'autres alternatives efficaces et rapides. L'élaboration de nouveaux accords internationaux pourrait prendre des années.

Il convient d'espérer que l'éventuelle loi d'exception n'aura pas besoin d'être mise en œuvre. Cependant, la malveillance de la Russie constitue une nouvelle réalité que les dirigeants ne peuvent ignorer.

Kaleva

### **Commentaire**

#### ***"Le gouvernement se prépare à faire face au chaos" IS***

La Finlande ne doit pas être laissée seule face à ce projet de loi d'exception. Il s'agit de quelque chose de plus important que pour la seule la Finlande, écrit la journaliste politique Iida Hallikainen. En plusieurs points du projet, il est ouvertement admis que la loi proposée serait en conflit avec les obligations internationales de la Finlande en matière de droits de l'homme.

La frontière actuellement fermée et le solde presque nul des arrivées font paraître la situation à la frontière orientale exagérée aux yeux des profanes. Et puisque seul le gouvernement n'a accès aux renseignements, il semble qu'il n'existe pas de menace majeure.

Cette façon de penser est compréhensible, mais il ne faut pas s'y tromper. C'est l'essence même de l'influence hybride. Elle recherche les vulnérabilités et les points faibles de la société.

Bien que l'influence hybride de la Russie ne soit pas encore directement visible à la frontière orientale, selon le gouvernement, « si la Finlande ouvre des points de passage frontaliers, des dizaines, voire des centaines de migrants par jour pourront être autorisés, guidés et forcés à y entrer. La situation deviendrait incontrôlable ».

Selon le pire scénario, des troubles se produiraient aux points de passage des frontières. Les candidats pourraient également être dirigés vers des points de passage frontaliers fermés. La situation pourrait même s'étendre aux zones maritimes.

Il n'est guère exagéré de dire qu'une situation similaire n'a jamais été observée dans l'histoire de la Finlande en temps de paix.

Le gouvernement se prépare donc à un scénario effrayant.

On parle moins du fait que la Finlande doit réformer sa législation frontalière pour des raisons autres que la situation actuelle à la frontière orientale. La Finlande n'était pas suffisamment préparée à une telle situation car elle s'est trop longtemps appuyée sur une coopération frontalière avec la Russie héritée de l'Union soviétique.

La Finlande n'était pas suffisamment préparée à une situation comme celle actuelle : elle s'est appuyée sur une coopération frontalière avec la Russie héritée de l'Union soviétique.

Traditionnellement, cette situation impliquait une compréhension mutuelle selon laquelle la Russie veillait à ce qu'aucun flux significatif de réfugiés ou de migrants n'atteigne la frontière finlandaise par la frontière orientale. La Finlande a donc supposé que ses frontières ne seraient pas affectées par un flux continu et à grande échelle de réfugiés ou de migrants pour atteindre l'UE via son territoire, comme c'est le cas en Grèce ou en Italie.

La frontière orientale de la Finlande est également la frontière extérieure de l'UE et de l'OTAN.

Il serait nécessaire de faire comprendre la situation de la frontière orientale de la Finlande également au niveau international.

Pourquoi donc la Finlande devrait-elle seule assumer les coûts du projet de clôture à la frontière orientale au niveau national.

Dans les décennies à venir, des millions de personnes pourraient quitter leur pays en raison du changement climatique. Il en résultera des migrations incontrôlées. Le défi migratoire ne disparaîtra donc pas, même si la situation en Russie s'améliore.

La Finlande ne doit pas être laissée seule concernant ce projet de loi d'exception. Il s'agit de quelque chose de plus important que pour la seule Finlande.

IS

## **Conflit social**

### ***Paperiliitto verse 100 euros par jour à ses membres qui ne sont plus payés***

Le syndicat du papier *Paperiliitto* verse des indemnités à ses membres dont les salaires ont été suspendus par leur employeur après que l'entreprise a cessé ses activités en raison des effets des grèves.

L'indemnité s'élève à 100 euros par jour et est versée pendant cinq jours, a déclaré *Petri Vanhala*, président de *Paperiliitto*. Après les cinq jours, les bénéficiaires de l'indemnité auront droit à l'allocation chômage liée à la rémunération.

Le conseil d'administration de *Paperiliitto* a décidé de cette compensation jeudi le 21 mars.  
HS/A7

### ***Les usines de Metsä Group arrêtent leur production en raison des grèves***

Les usines de panneaux et les scieries de *Metsä Group* arrêteront leur production en raison des grèves en cours, a annoncé la compagnie jeudi après-midi.

Les deux autres grandes entreprises forestières finlandais, *Stora Enso* et *UPM*, ont également annoncé de nouvelles fermetures d'usines jeudi.

Les entreprises forestières ont annoncé ces fermetures un jour après que l'organisation centrale des syndicats finlandais *SAK* a annoncé la poursuite des grèves qui ont bloqué les ports et les trains de marchandises. Les grèves durent depuis presque deux semaines et une troisième semaine de grève est prévue.

Les grèves affectent l'industrie forestière indirectement. Cela signifie que les usines sont fermées bien que leurs propres travailleurs ne participent pas à la grève.

Selon le communiqué de presse, les usines pourront démarrer dès que les matières premières seront disponibles et que le transport des produits commencera.

HS/A7

## **Eglise luthérienne**

### ***Les conservateurs au sein de l'église s'opposent à la proposition des évêques sur le mariage***

Les évêques de l'église luthérienne ont proposé d'introduire pour l'église un autre modèle de mariage entre deux personnes, en plus de celui existant du mariage entre un homme et une femme.

Des organisations au sein de l'église qui s'opposent à une telle réforme ont publié une déclaration en la matière et en appellent au synode pour rejeter la proposition.

Pour que le projet soit adopté, il faudrait le soutien de trois quarts des votants au synode.

Après la proposition des évêques, plus de mille personnes ont quitté l'église en une semaine, ce qui est le double par rapport à la semaine précédente.

64,5 % des Finlandais étaient membres de l'église luthérienne à la fin 2023.

HS/A13, KS

## **Education – Bilinguisme**

### ***Plus de la moitié des garçons quittent le lycée avec une mauvaise note en suédois***

Seulement 20 % des garçons quittant le lycée obtiennent une note d'au moins 8 en suédois dans leur certificat. La situation est meilleure pour les filles : 40 % d'entre elles obtiennent au moins la note 8. Les chiffres concernent la période 2022-2023.

Ces données proviennent d'un rapport commandé par le Ministère de l'éducation et de la culture. Le rapport a été publié et donné à la ministre de l'éducation et de la culture *Anna-Maja Henriksson* (Parti suédois) jeudi le 21 mars.

On sait depuis un certain temps que les compétences en suédois se sont détériorées depuis 2004 et que cette langue n'est plus obligatoire au baccalauréat.

26 % des garçons ont obtenu la note 5 et environ 32 % la note 6. L'échelle d'évaluation est de 4 à 10.

Parallèlement à la baisse de la maîtrise de la deuxième langue nationale, l'étude des langues étrangères au lycée a également diminué.

Le nombre de lycéens présentant le suédois au baccalauréat a particulièrement diminué entre 2004 et 2009. Depuis lors, la baisse est plus régulière. Entre 2017 et 2022, le taux de garçons passant le suédois au bac est passé de 26% à 21% ; pour les filles il est passé de 55% à 43%.

Le déclin des compétences a entraîné des problèmes dans l'enseignement supérieur, les étudiants ayant du mal à terminer les études obligatoires en suédois dans les universités et les écoles polytechniques. Tous les diplômés de l'enseignement supérieur doivent passer un examen de suédois qui équivaut à la note 8 au lycée. Néanmoins, les problèmes de compétences détériorées concernent tout le niveau scolaire.

Le rapport fait un certain nombre de suggestions pour améliorer la situation. Tout d'abord, la direction générale de l'enseignement *Opetushallitus* devrait avoir la possibilité de guider et de contrôler la mise en œuvre du programme d'études dans les municipalités. *Opetushallitus* n'a pas actuellement les pouvoirs suffisants pour le faire.

Le rapport suggère également que l'examen du bac comprenne une épreuve orale dès que possible parce que dans l'enseignement supérieure les compétences orales sont évaluées aussi.

Le rapport propose aussi que les recommandations nationales sur les pratiques et les critères d'évaluation harmonisés soient élaborées pour les établissements d'enseignement supérieur. Les critères actuels ont été élaborés il y a 20 ans.

TS/6

## **Sport**

### ***HIFK champion de Finlande en hockey sur glace***

L'équipe HIFK est de nouveau championne en hockey sur glace féminin, pour la deuxième année de suite.

Helsingin Sanomat relève que trois joueuses étrangères, dont les françaises Rozier et Locatelli, constituent la pierre angulaire de l'équipe.

Clara Rozier, qui a parqué le premier but hier lors du match décisif a aussi marqué 29 buts dans la saison régulière.

HS/A39